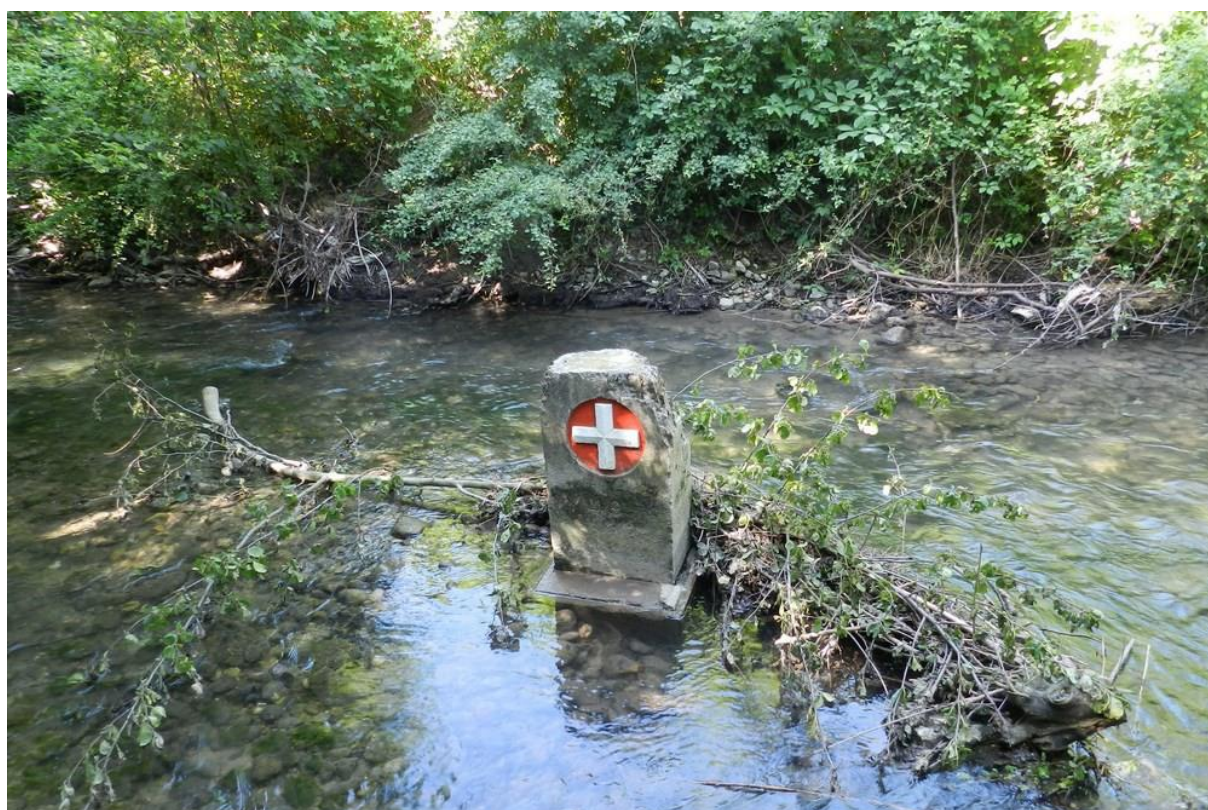


Adieu à Terminus : Quels citoyens du monde ?

Joelle Kuntz



Terminus était le dieu romain des bornes. Il avait son espace dans le temple de Jupiter. Sa fonction était de protéger la frontière romaine – une frontière qui avait vocation à se déplacer, toujours plus loin. Chaque février, les citoyens de Rome lui donnaient des offrandes – on dirait aujourd'hui des bonus – pour qu'il fasse bien son travail. Terminus a bien fait son travail. L'empire romain s'est étendu très loin. Ses successeurs ont pris modèle sur lui, partout dans le monde. Il y a eu d'autres conquêtes, d'autres empires.

Un beau jour, la Terre a été toute prise, il n'y avait plus de territoires à conquérir, chaque centimètre de la planète appartenait à quelqu'un, un privé, une Eglise, une commune, un Etat. Depuis 1945, la charte des Nations Unies interdit à quiconque de s'emparer par la force du territoire d'autrui. Le dieu Terminus n'a donc plus rien à faire. Je lui ai dit adieu dans mon livre sur les frontières, il y a déjà plus de dix ans. Licenciement sans indemnité.

Près de deux cents Etats se partagent maintenant la planète, dans des frontières «reconnues internationalement» c'est-à-dire intouchables. Même quand la frontière a été tracée arbitrairement au temps de la colonisation, en Afrique ou au Moyen-Orient, elle est vénérée comme l'un des attributs les plus importants de la souveraineté des Etats.

Je me souviens d'une conversation avec l'ancien président sénégalais Abdou Diouf. Il me racontait que lorsque l'indépendance du Sénégal avait été proclamée, des membres de sa famille avaient pleuré : des frontières coupaient désormais le vaste espace de libre circulation des populations de l'ancienne Afrique occidentale française. Ils se sentaient certes libérés de la France mais enfermés dans un espace dont les frontières devenaient gendarmes. Comme président, Abdou Diouf cherchait à obtenir la collaboration des Etats voisins, en particulier du Mali, pour des projets d'infrastructure d'intérêt commun ! Il n'y arrivait pas. Le chacun chez soi était devenu la règle.

Le tracé de la frontière ne peut pas changer. Quand le relief naturel se modifie, par exemple dans le cas où un méandre s'est formé dans une rivière qui change la position de la frontière, il faut une négociation diplomatique pour en prendre acte et s'accorder sur un nouveau tracé. Les changements sont très longs et compliqués. La frontière entre la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche n'est pas encore définitivement fixée partout. Le problème du lac de Constance n'est pas résolu. Celui du Rhin, en certains endroits, non plus.

La frontière délimite des appartenances. De ce côté, c'est mon pays, de l'autre, ça ne l'est plus. Elle délimite des modes de vie, des niveaux de prix, des hauteurs d'impôts, des droits politiques, des codes civils, et ainsi de suite. On adhère à ces règles parce qu'elles représentent des façons d'être, enracinées et répliquées de générations en générations.

On est donc très sensibles au territoire sur lequel elles s'appliquent.

En Suisse, les frontières cantonales et même communales sont presque aussi importantes que la frontière nationale. Toutes ces frontières font de nous des citoyens.

Est-ce qu'on peut être citoyen sans un espace précis où exprimer sa citoyenneté ? Non, c'est impossible. Alors, est-ce qu'on peut être citoyen du monde ? C'est où le monde ? Je pose la question sans malice.

Le monde, c'est 200 pays et 7 milliards d'habitants, dont vous et moi qui lui appartenons parce que nous n'avons pas le choix – avant de pouvoir aller sur Mars. On peut donc dire que nous sommes **terriens** à part entière, en plus d'être européens, suisses, vaudois, ou lausannois. Mais « **citoyens du monde** », on ne l'est que par rhétorique,

-parce que les moyens de communication rapprochent tous les habitants de la terre
-parce qu'on sent de plus en plus que cette planète – notre espace vital – a besoin de tous nos soins réunis pour être à la fois nourrie et protégée. On est « citoyen du monde » en parole mais pas en pratique.

Le terme « citoyen du monde » a l'avantage de repousser les limites de la vue au-delà des frontières que chacun connaît et pratique. Il a une connotation morale : il implique une notion de responsabilité et de solidarité globale. Un grand nombre de gens se projettent intellectuellement, ou professionnellement sur cet horizon mondial avec l'idée que les grands problèmes du temps nécessitent les efforts et l'engagement de tous. Ils ne le font pas en tant que citoyens du monde mais en tant que citoyens d'un Etat qui ont conscience du monde - la différence est importante.

J'ai un passeport européen, en plus du suisse. Est-ce que je suis citoyenne européenne ? Non, je suis citoyenne française qui a conscience de la nécessité de l'Europe. L'Union européenne ne me donne pas la possibilité d'exprimer politiquement mon européenisme, sinon par l'intermédiaire des institutions françaises. La diversité des langues et des cultures dans cette petite péninsule européenne a empêché jusqu'à maintenant et continue d'empêcher l'organisation d'un espace de citoyenneté commune. Le Nord ne veut pas payer pour le Sud, l'Est ne veut pas se laisser dominer par l'Ouest. Ils n'ont ensemble qu'un passeport de libre circulation. On est loin de la citoyenneté.

Permettez-moi maintenant une hypothèse un peu iconoclaste. La visée universaliste qui nous pousse à nous vouloir « citoyens du monde » a quelque chose à voir avec le dieu romain **Terminus** dont je vous parlais au début. Je l'avais congédié parce que les conquêtes territoriales qu'il protégeait ne sont plus possibles. J'aurais peut-être dû être plus prudent. Car **l'esprit de conquête** qu'il encourageait chez les Romains, lui, n'a disparu, bien au contraire. Tout se passe même comme s'il était engravé dans l'espèce humaine.

Qu'est-ce qu'on conquiert aujourd'hui ? Par exemple : « Les nouveaux territoires de la connaissance », (le terme de territoire est parlant, n'est-ce pas ?). Ces nouveaux territoires sont situés dans les sciences, toutes les sciences, physiques et humaines. En économie, on va « à la conquête des marchés », en vue de la « croissance ». Un pays sans croissance, qui ne permet pas à chacun d'augmenter sa part individuelle, est considéré aujourd'hui comme un pays en faillite. Pour réussir, il faut « conquérir » des ressources économiques.

Dans la politique, chaque pays « conquiert sa place » parmi les autres, continuellement, et gare à celui qui perd son rang. Ça donne les comédies du genre

« Make America great again », « China first », « Rendre sa grandeur à la France », etc.

L'enjeu **territorial** des conquêtes s'est transformé en enjeu de puissance et de prestige sur un territoire unique, le monde, géographiquement et juridiquement fixé, donc imprenable militairement. Un Etat peut en acheter un autre ou des portions d'un autre, mais il ne peut pas le prendre. Pensez à la Crimée : la Russie est punie pour l'avoir prise à l'Ukraine. Et souvenez-vous des tentatives de l'Argentine pour s'emparer des îles Malouines : les généraux argentins ont perdu le pouvoir pour avoir provoqué l'Angleterre dans son intégrité territoriale, c'est-à-dire dans ces fameuses « frontières reconnues internationalement ».

Nous sommes les témoins de la conquête compétitive du monde par la science, l'argent, l'art et la puissance politique. Nous en sommes aussi les participants, plus ou moins consentants, plus ou moins habiles. Cela ne fait pas de nous des citoyens du monde, mais seulement des citoyens de nations qui permettent ou ne permettent pas la participation à la compétition. Le monde tel qu'il est, est l'espace accumulé des Etats qui ont chacun à se prononcer sur ce qui convient à l'intérêt ou au goût de leurs populations. La globalisation n'est donc pas la chevauchée des conquérants dans l'espace libre du monde mais plutôt un gymkhana entre les intérêts, les pouvoirs et les humeurs des Etats. Ces intérêts et ces humeurs sont changeants. L'élection de Donald Trump en est un exemple criant.

Dans les trente dernières années du XXe siècle, l'ambiance en Europe et aux Etats-Unis, était à « l'ouverture » :

- On vantait le multiculturalisme, au nom des idéaux libéraux
- La vieille image de citoyen du monde, réinventée aux Etats-Unis en 1947, était populaire
- On se plaisait à se dire cosmopolite
- La passion était à la découverte de l'Autre
- La génération de l'après-guerre voyait dans le nationalisme ou même simplement le patriotisme une source de violence.

Depuis 2000-2010, la passion pour l'Autre a fait place à une passion pour « Nous autres ».

- L'esprit national qui s'était en apparence replié a repris le contrôle sur l'esprit global.
- Et si conquête il y a, c'est celle des nationalistes pour faire régner partout la priorité nationale.

Les frontières ne bougent pas en surface mais en hauteur. En beaucoup d'endroits, elles sont devenues plus hautes, et parfois plus efficaces. Le mur israélien avec la Cisjordanie est très efficace. Elles laissent passer les marchandises – encore que le protectionnisme n'est pas mort – mais elles visent à empêcher le passage des hommes. N'est pas citoyen du monde qui veut : tel Malien ou Syrien qui irait se croire chez lui en Europe essuiera un refus d'écoute assez rapide. Il n'est qu'un réfugié. Sauf bien sûr s'il amène un peu de capital pour adoucir les mœurs.

Le quadrillage étatique de la planète ne met pas fin à la circulation des populations. Au contraire, plus la *Terra est Cognita*, plus sont connues les opportunités d'un ailleurs,

et plus les déplacements s'amplifient. Ils font monter les prix du passage de la frontière, en argent, en complications, en souffrance. Passeurs et contrebandiers prennent leurs dividendes. La frontière, depuis toujours, est le gagne-pain des contrebandiers. Mais permettez-moi d'affirmer pour conclure que les migrations sont un usage si ancien du monde, si lié aux besoins de survie au sens large du terme, que les frontières modernes ne seront pas de taille à les empêcher.